

Note

« Déséquilibres, endettement et ajustement au sein du CAEM : Quelels relations entre l'URSS et ses partenaires européens? (Note) »

Harriet Matejka

Études internationales, vol. 19, n° 2, 1988, p. 293-300.

Pour citer cette note, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702337ar>

DOI: 10.7202/702337ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

NOTE

DÉSÉQUILIBRES, ENDETTEMENT ET AJUSTEMENT AU SEIN DU CAEM: Quelles relations entre l'URSS et ses partenaires européens?

Harriet MATEJKA*

Les règlements entre économies du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) ont toujours posé problème. Bilatéraux au début, une première multilatéralisation fut tentée en 1958, étayée par la règle de Bucarest selon laquelle les prix mondiaux, et non les prix nationaux, devraient servir de base aux échanges mutuels. Cet essai échoua au manque de financement des pays débiteurs, de taux de change agréés et de processus d'ajustement, et fut remplacé dès 1964 par l'Accord sur les règlements multilatéraux en roubles transférables et la Création de la Banque internationale de coopération économique (BICE). Celui-ci aurait dû faire du rouble transférable la monnaie internationale de la région du CAEM. Mais l'absence toujours de taux de change agréés et de processus d'ajustement entre les pays concernés, fit que cette seconde tentative de multilatéralisation échoua également. Le bilatéralisme demeura donc et se renforça même, puisque les pays membres, non contents d'équilibrer l'ensemble de leurs échanges avec chacun de leurs partenaires, insistèrent pour qu'à l'intérieur de chaque compte bilatéral, les biens dits 'durs', c'est-à-dire négociables contre devises, soient troqués contre une même valeur d'autres biens du même type, et que les biens dits 'mous' et non-négociables contre devises, s'échangent contre une même valeur d'autres biens de la catégorie 'molle'.

Le système toutefois assura, à peu de chose près, l'équilibre formel des échanges entre l'URSS et les six pays européens du CAEM jusqu'au milieu des années soixante-dix. De 1950 à 1974, le solde cumulé du commerce de l'Union soviétique avec les Six fut de 1,1 milliard de roubles selon les statistiques soviétiques, ou de seulement 0,2 milliard de roubles selon les statistiques des Six.¹ Mais, à partir de cette date, le déficit des Six se creusa et dès le début des années quatre-vingt l'URSS s'en inquiéta, limitant ses exportations de pétrole et réclamant l'ajustement des balances commerciales est-européennes. Sa demande fut reprise dans la Déclaration du sommet de la CAEM de juin 1984 qui fit, en outre, très nettement apparaître la volonté de l'URSS de se voir livrer en échange de son énergie, des produits manufacturés de qualité mondiale.²

* Professeur à l'Institut Universitaire de Hautes Études internationales de Genève.

1. UN/ECE Common Data Base.

2. « Afin de réunir des conditions économiques qui permettent ...de poursuivre les livraisons par l'Union soviétique ...de certains types de matière première et de matières énergétiques ...les pays intéressés membres du CAEM développeront ...leur production ...dans le but de fournir à l'Union soviétique des marchandises qui lui sont nécessaires, notamment des produits alimentaires et des articles manufacturés de consommation, certains types de matériaux de construction, de machines et d'équipements de haute qualité et conformes aux standards techniques mondiaux. »

Déclaration sur les principales orientations du développement et de l'approfondissement continu de la coopération économique, scientifique et technique des pays membres du CAEM, *Commerce extérieur*, no. 8, 1984, p. 3.

C'est, pourtant, depuis la venue au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev, et la remise en état de l'économie soviétique, que la question de l'ajustement des balances commerciales intra-CAEM a pris toute son acuité. Manifestement, l'URSS n'entend plus échanger de l'énergie, qu'elle peut vendre sur les marchés occidentaux, contre des produits manufacturés est-européens qui ne peuvent pas être vendus à l'Ouest. Manifestement aussi, les Six ne veulent pas vendre des produits de qualité contre des roubles transférables dont la valeur, dans le cadre d'accords de troc, dépend essentiellement du bon vouloir de leur partenaire. Il semblerait donc que les relations économiques intra-CAEM soient entrées dans une phase de crise qui pourrait déboucher sur leur transformation. Il paraît par conséquent opportun d'examiner le montant du déficit commercial des Six avec l'URSS et de la dette qu'ils ont accumulée envers elle, de considérer l'ajustement éventuel de leurs balances commerciales et, enfin, de tenter d'établir la signification de l'actuelle politique soviétique envers ses partenaires.

I – DÉFICIT COMMERCIAL ET ENDETTEMENT

Les déficits qui se sont développés dans les échanges des Six avec l'URSS depuis 1975 sont présentés en annexe. Ils trouvent leur origine dans la première augmentation du prix du pétrole qui se traduit dans le CAEM par un changement des prix de référence mondiaux utilisés pour la période du plan quinquennal 1971-75 : les prix de 1968-69 furent remplacés par la moyenne des prix 1972-74 pour l'exercice 1975. À partir de là, ce fut une moyenne mobile, calculée annuellement, des prix mondiaux des cinq années précédentes qui servit de base aux échanges entre l'URSS et ses partenaires européens du CAEM. La valeur de leurs importations augmenta donc sensiblement causant un déficit avec l'URSS qui se creusa fortement à la suite de la seconde augmentation des prix du pétrole sur les marchés mondiaux en 1979. Tandis que de 1975 à 1980, le déficit cumulé des Six avec l'URSS fut de quelque 6 milliards de roubles selon à la fois les statistiques soviétiques et celles des Six, pour la période de 1981-1986, il passa à 12 milliards de roubles selon les statistiques soviétiques, et à 6 milliards de roubles selon les statistiques des Six. Pour la période de douze ans dans son ensemble, le déficit cumulé des Six s'établit ainsi à 18 milliards de roubles vu de Moscou, et à 12 milliards de roubles selon les statistiques est-européennes.

Ces chiffres montrent qu'une divergence importante s'est développée entre les estimations à partir de 1980 et qu'en 1986 elle atteignait 6 milliards de roubles en termes absolus et 33,3 pour cent calculée en termes relatifs par rapport à l'estimation soviétique. Ces deux chiffres recouvrent, toutefois, des différences considérables selon les partenaires. La Roumanie, par exemple, a un excédent, et non un déficit, avec l'URSS et le déficit tchécoslovaque est moins élevé selon Moscou, qu'il ne l'est selon Prague. Mais c'est le cas hongrois qui est le plus extrême, l'URSS estimant en effet que la Hongrie est légèrement déficitaire envers elle, alors que Budapest estime que c'est l'URSS, au contraire, qui a un déficit massif dans ses échanges avec la Hongrie.³ La divergence en termes relatifs est ici égale à 19 fois le chiffre soviétique et, en termes absolus, à 2 milliards de roubles, soit au tiers de la différence totale entre les estimations pour la période 1975-1986. À l'évidence, l'enregistrement des flux d'échanges entre l'URSS et ses partenaires n'est pas le même de part et d'autre, et ce qu'il est convenu d'appeler le reflet statistique est imparfait.⁴ La difficulté est de résoudre l'énigme que le manque de coïncidence des chiffres pose.

3. Le seul autre pays qui estime avoir un solde favorable dans son commerce avec l'URSS est la Roumanie, et celui-ci est accepté par l'URSS.

4. Le reflet statistique décrit la coïncidence de l'enregistrement dans les deux pays concernés des flux d'échange entre eux. Il est rarement parfait. Mais ce n'est que lorsque la divergence d'estimation dépasse régulièrement et de façon significative les deux ou trois pour cent de la valeur la moins élevée qu'il y a problème et, pour autant que la divergence ne trouve pas d'explication, énigme.

Les facteurs qui créent les déformations du reflet statistique entre partenaires commerciaux, quels qu'ils soient, sont de deux ordres: ceux qui sont liés au mode d'enregistrement des échanges, d'une part, et les taux de change, de l'autre. Si on passe ces différents éléments en revue dans le cas des relations entre l'URSS et les Six, on s'aperçoit que les modes d'enregistrement sont différents d'un pays du CAEM à l'autre et que certains d'entre eux peuvent contribuer à expliquer les divergences d'estimation constatées. Tous les pays du CAEM ayant adopté le système du commerce général, il ne devrait pas y avoir de cause de disparité ici.⁵ Par contre, alors que l'URSS et les cinq enregistrent leurs échanges f.o.b.-f.o.b., la Hongrie enregistre ses importations c.a.f. Cela pourrait expliquer, par exemple, la légère différence qu'on peut constater entre la valeur des exportations soviétiques en direction de la Hongrie et la valeur des importations hongroises en provenance de l'Union soviétique.⁶ D'autre part, la direction des échanges en Bulgarie, Hongrie, RDA, Roumanie, Tchécoslovaquie et en URSS est établie selon l'origine des importations et la destination des exportations, alors qu'en Pologne elle reflète le lieu d'achat des importations et de vente des exportations. Dans les deux cas, l'URSS achetant à un autre membre du CAEM des biens obtenus en dehors des frontières de ce dernier attribuera ses achats au pays d'origine, ce qui pourrait expliquer que son estimation de ses importations en provenance des Six soit inférieure à leur estimation de leurs exportations en sa direction.

Mais ce sont deux autres modalités d'enregistrement qui causent les divergences d'estimation les plus considérables. La première est le fait que l'Union soviétique semble enregistrer les importations liées à des projets de coopération non pas à mesure que celles-ci sont livrées mais au terme du projet. Ainsi, dans le cas de la Hongrie, l'URSS n'aurait pas enregistré comme importation la nourriture fournie par la Hongrie aux travailleurs hongrois participant à des projets de construction sur sol soviétique avant la fin du projet.⁷ Des disparités de ce type sont également signalées entre l'URSS et ses partenaires en relation avec la construction du nouveau gazoduc de Yambourg. Les divergences créées en cours d'achèvement des projets par les différentes dates d'enregistrement devraient s'annuler sur la durée de celui-ci, mais demeurent source de difficultés pendant la construction.

La deuxième modalité, cause de disparités statistiques, est l'inclusion, par certains pays de l'Est, de services dans l'évaluation de leurs exportations, lorsque celles-ci sont liées à des projets de construction entrepris en collaboration avec l'URSS. L'excédent de 103,4 millions de roubles du solde de l'URSS avec la Pologne en 1985 selon les estimations soviétiques aurait ainsi été dû à l'exclusion des services de construction importés dans les statistiques de l'Union soviétique.⁸ Le gazoduc de Yambourg est ici aussi en cause.

Enfin, l'incohérence des taux de change croisés semble être pour beaucoup dans les disparités observées. En 1985, par exemple, selon le taux hongrois, 1 dollar était égal à 1,7 rouble, alors que selon le taux soviétique, 1 dollar était égal à 0,84 rouble. Autrement dit, la valeur des exportations hongroises libellées en dollars à destination de l'URSS était plus de deux fois plus élevée selon les statistiques hongroises que selon celles de l'URSS. Il est

5. Le système général est défini par ces pays de façon à permettre l'enregistrement de marchandises achetées à l'étranger et acheminées vers des pays tiers. *International Trade Statistics Yearbook 1984*.

6. Sur la période 1975-86, cette différence était de 527 millions de roubles ou de 1,4 pour cent au regard de l'estimation la plus basse, c'est-à-dire la soviétique.

7. Ceci ne semble pas être une pratique limitée à l'URSS, mais serait pratiquée par tous les pays de l'Est. Voir Anita TIRASPOLSKY, « Les divergences statistiques du commerce Est-Ouest », M. LAVIGNE (coordinatrice), *Stratégies des pays socialistes dans l'échange international*, Paris, Economica, 1980, p. 329.

8. *PlanEcon Report*, no. 17, 1987, p. 13.

intéressant de remarquer d'ailleurs que la forte baisse des exportations libellées en dollars de la Hongrie vers l'URSS en 1986 a été accompagnée d'une réduction de la disparité des soldes soviétiques et hongrois qui est passée de -418,9 millions de roubles en 1985, à -36,1 millions de roubles en 1986.

Relever les différences dans les modes d'enregistrement et l'incohérence des taux de change croisés ne suffit évidemment pas pour combler la différence entre les 18 milliards de roubles de déficit cumulé des Six, selon les statistiques soviétiques, et les 12 milliards de roubles selon leurs propres estimations. Pour cela, il faudrait minutieusement réconcilier l'enregistrement des flux bilatéraux paire par paire, URSS-Bulgarie, URSS-Hongrie, URSS-Pologne, et ainsi de suite. Le relevé des facteurs de divergence ne fait que mettre en évidence les éléments sur lesquels devraient porter les calculs.

Par ailleurs, en supposant que la réconciliation recherchée puisse aboutir et produire une estimation unique du déficit cumulé des Six, ce chiffre ne mesurerait pas pour autant la dette de ces pays envers l'URSS. Car il ne comprendrait pas les services non inclus dans les statistiques commerciales, qui jouent un rôle important dans les relations économiques de la RDA, de la Pologne et de la Tchécoslovaquie, notamment, avec l'URSS. Il n'est pas rare, en effet, d'entendre des experts tchécoslovaques ou allemands affirmer que compte tenu des services, la balance des paiements tchécoslovaques avec l'URSS est en équilibre ou que la RDA a un solde positif dans ses paiements avec Moscou. C'est pourquoi utiliser faute de mieux le déficit cumulé des Six comme estimation de leur dette envers l'URSS, et employer l'évaluation soviétique, donc supérieure, de ce déficit, comme cela se fait couramment,⁹ conduit à de fausses conclusions. L'endettement des Six envers l'URSS ne serait en fait que de 8 milliards de roubles, selon les experts de l'Est, soit moins élevé que le déficit cumulé des Six selon leur propre évaluation, et plus de moitié moins élevé que le déficit commercial cumulé des Six selon les statistiques soviétiques.

II – AJUSTEMENT

La seconde question qu'il convient d'examiner est celle d'un ajustement éventuel des balances commerciales des Six depuis le début des années quatre-vingt, et donc d'une réduction dans l'accumulation de leur dette envers l'URSS. Si l'on considère les statistiques soviétiques, le déficit des Six augmente de 1975 à 1977 pour baisser brutalement en 1978. Cette contraction a été expliquée de trois façons: par l'annulation d'une grande partie de son excédent par l'URSS pour rembourser de façon anticipée les crédits que lui avaient accordés les Six pour le gazoduc d'Orenbourg;¹⁰ en raison de ses achats massifs de matériel pendant le dernier trimestre de 1978 en liaison avec la construction du gazoduc; par l'enregistrement selon la pratique soviétique, en fin de projet seulement de ses importations pour cette construction. Les statistiques soviétiques ci-dessous étayaient ces deux dernières explications. Mais dès 1979, l'excédent de l'URSS, et donc le déficit des Six, augmente à nouveau et atteint un premier maximum en 1981, après quoi il baisse jusqu'en 1986, année au cours de laquelle sa valeur triple par rapport à 1985 en raison essentiellement de l'augmentation de l'excédent avec la RDA¹¹ et du dégagement d'un solde favorable avec la Roumanie dû à d'importantes livraisons de pétrole soviétique.

9. Voir, par exemple, Philip HANSON, « *Soviet Foreign Trade Policies in the 1980's*, *Berichte des Bundesinstituts für ostwissenschaftliche und internationale Studien*, Nr. 41, 1986, p. 48.

10. Marie LAVIGNE, *Économie internationale des pays socialistes*, (Paris, Armand Colin – collection U, 1985, pp. 162-163.

11. Due, semble-t-il au renvoi par l'URSS d'exportations allemandes considérées comme étant de qualité insuffisante.

**Exportations, importations de l'URSS avec les pays européens du CAEM
par trimestre
(millions de roubles)**

		I		II		III		IV	
		1977	1978	1977	1978	1977	1978	1977	1978
Bulgarie	X	599	741	738	822	693	785	682	796
	M	587	688	673	677	598	666	636	967
Hongrie	X	525	575	573	600	455	610	514	612
	M	427	481	503	562	508	521	522	866
Pologne	X	802	743	862	876	764	900	768	930
	M	665	770	727	800	743	785	737	1 244
RDA ^a	X	862	916	958	1 078	884	984	717	1 003
	M	726	864	790	877	796	863	754	1 007
Roumanie	X	214	246	260	249	211	220	318	256
	M	262	259	270	241	236	238	253	240
Tchécoslovaquie	X	666	288	738	794	643	748	717	771
	M	579	671	634	699	553	622	671	1 067

Source et Note: Voir annexe.

Si l'on considère les statistiques des Six, l'évolution est la même à deux différences près. Tout d'abord, la cassure qui met fin à la première augmentation après 1975 a lieu en 1979, et non en 1978, et n'est pas si importante probablement en raison de l'imperfection du reflet statistique. Deuxièmement, la baisse après 1981 est beaucoup plus marquée et aboutit à un modeste *déficit* soviétique (0,2 milliard de roubles) ou excédent est-européen en 1985. L'enflure de 1986 selon les statistiques des Six est par conséquent aussi plus importante.

Depuis, comme l'indique le tableau ci-dessous, la balance commerciale des Six pour la première moitié de 1987 est devenue excédentaire, de 0,2 milliard de roubles selon les statistiques soviétiques et de 0,7 milliard selon les Six, soit une amélioration par rapport à la même période de l'année dernière d'environ 1,5 milliard de roubles, et 3 milliards de roubles au taux annuel.

TABLEAU I
Balance commerciale de l'URSS* avec les pays européens du CAEM
(milliards de roubles)

	Janvier - Juin			
	1986		1987	
	Statistiques soviétiques	du partenaire	Statistiques soviétiques	du partenaire
Bulgarie	0,21	-0,03	-0,27	-0,16
Hongrie	-0,04	0,03	-0,26	-0,34
Pologne	0,67	0,44	0,15	-0,09
RDA ^a	0,34	0,17	0,21	-0,06
Roumanie	0,11	0,06	0,05	neg.
Tchécoslovaquie	0,06	0,09	-0,10	-0,04
SIX	1,35	0,76	-0,22	-0,69

Source: UN/ECE Common Data Base.

Notes: a Voir annexe.

neg. = - de 5 millions de roubles.

* Un solde positif signifie un excédent pour l'URSS, et un déficit pour le pays partenaire.

Si l'ajustement se poursuivait, il marquerait la fin de la période d'endettement des Six, et le début du remboursement de l'URSS par ses débiteurs. Mais certains commentateurs est-européens doutent que ce retournement ait lieu, en raison de la fragilité politique de la zone est-européenne et de la nécessité qui en résulte pour l'Union soviétique de concéder aux Six des crédits destinés à éviter de graves troubles sociaux. L'évolution des deux dernières années indiquent, toutefois, que si l'URSS est prête à faire des concessions dans le court terme, elle retrouve très rapidement le cap qu'elle paraît s'être fixé à plus long terme.

III – DÉSENGAGEMENT SOVIÉTIQUE

La troisième question qui se pose est la signification qu'il convient d'attacher aux changements que cherche à obtenir l'URSS dans ses relations avec les Six. S'agit-il d'une simple remise en ordre, comparable à celle que subit à l'heure actuelle l'économie soviétique? S'agit-il d'un certain désengagement de l'URSS? Ou s'agit-il plutôt d'une transformation de l'organisation du CAEM?

La correction du déficit des Six qui paraît en train met fin à une situation qui s'était développée à la suite de l'augmentation du prix du pétrole et qui menaçait de se perpétuer. Mais, en même temps, elle met un terme au transfert de ressources de l'Union soviétique en direction des Six et le remplace, si le remboursement de leur dette s'effectue, par un transfert en sens inverse en faveur de l'URSS, et ceci à un moment où ses difficultés d'exportation lui font réduire ses importations en provenance de l'Ouest. D'autre part, l'exigence simultanée de l'URSS de recevoir des Six des biens dits 'durs' en échange de son énergie, traduit un souci d'efficacité économique. Autrement dit, l'ajustement en cours va au-delà d'une remise en ordre et souligne la résurgence du calcul économique non seulement dans l'organisation de l'économie soviétique mais encore dans la politique de l'URSS envers ses partenaires.

Toutefois, le rééquilibrage commercial entre l'URSS et les Six, la cessation des crédits soviétiques à leur encontre, l'autonomie financière qui leur est de ce fait imposée, signifie aussi un désengagement de l'URSS qui paraît ne plus vouloir 'subventionner' les pays de l'Est. Cette stratégie trouve d'ailleurs son prolongement sur le plan militaire, puisqu'au-delà des effets sur les Six de l'accord sur les euromissiles, des représentants soviétiques annoncent le retrait unilatéral et la mise à pied de certaines troupes stationnées en Europe de l'Est.¹² Enfin, le désengagement de l'URSS se double de la liberté nouvellement accordée aux Six de conclure individuellement des accords commerciaux avec la CEE. La Communauté, qui négocie déjà avec la Hongrie, la Roumanie et la Tchécoslovaquie, a en outre pris des contacts avec la Bulgarie et la Pologne.¹³ En somme, la résurgence de l'économie dans la pratique soviétique serait en train de mener au retrait partiel de l'URSS hors de l'Europe de l'Est.

On objectera pourtant qu'il est en même temps question d'améliorer le mécanisme du CAEM ce qui, en favorisant les échanges et l'intégration des pays membres, paraît en contradiction avec le désengagement évoqué plus haut. Mais remarquons, premièrement, que l'amélioration systémique dont il question à l'heure actuelle, soit la conversion des monnaies nationales des pays membres entre elles par le truchement d'une unité de compte, en l'occurrence le rouble transférables, puis le passage à la convertibilité de celui-ci, est un projet à long terme. Car la conversion des monnaies nationales entre elles exige, tout d'abord, la satisfaction de quatre conditions. La première est la conclusion et l'application d'un accord

12. Voir, par exemple, « Panorama », *Der Spiegel*, Nr. 43, 19.10.87.

13. La conclusion des accords prévus préluderait à, ou serait accompagnée par, une déclaration de nature politique marquant l'établissement de relations officielles entre la CEE et le CAEM.

sur les taux de change, qui n'a pas été réalisé jusqu'ici malgré plusieurs tentatives depuis 1973. La deuxième est que les fonds de la BICE soient suffisants pour financer les pays déficitaires. La troisième est une décentralisation des économies beaucoup plus poussée qu'elle ne l'est actuellement, avant tout en Union soviétique. La quatrième est l'introduction d'un mécanisme d'ajustement pour éviter que les déséquilibres ne se perpétuent et mettent fin à la multilatéralisation des échanges recherchée. Pour saisir la dimension de la tâche, il suffit d'imaginer ce qui serait advenu si, en 1950, il avait fallu transformer des économies ouest-européennes centralement planifiées en économies de marché pour assurer la réussite de l'Union européenne des paiements (UEP). Au-delà, la seconde étape dans l'amélioration systémique du CAEM exige que l'unité de compte de l'union des paiements envisagée, c'est-à-dire le rouble transférable, acquière les autres fonctions d'une véritable monnaie, puis devienne convertible. Pour reprendre la comparaison avec l'UEP, c'est comme si ses membres avaient décidé, une fois la convertibilité de leurs propres monnaies retrouvée, de conférer à l'unité UEP les propriétés d'une véritable monnaie, et ensuite de la rendre convertible. À l'évidence la multilatéralisation des échanges et des paiements à l'intérieur du CAEM, et la transformation du rouble transférable en monnaie convertible, est une tâche de longue haleine, comme l'a relevé Nilolai Ryjkov, président du Conseil des ministres soviétique, dans son discours d'ouverture à la 43^{ème} session extraordinaire du Conseil en octobre 1987. Mais, en raison même de cela, ce n'est pas un obstacle au désengagement actuel de l'URSS dans ses relations économiques avec les Six.

La deuxième remarque qu'il convient de faire est plus fondamentale. C'est qu'améliorer le mécanisme du CAEM ne signifie pas nécessairement augmenter les quantités échangées bilatéralement. Économiquement parlant, la proportion du commerce des Six destinée à, et provenant de, l'Union soviétique est d'ailleurs déjà trop élevée et du point de vue des Six et de celui de Moscou. Ce qu'améliorer l'intégration implique, par contre, est une plus grande efficacité de l'affectation des ressources dans la région du CAEM, c'est-à-dire une meilleure rentabilité des échanges entre partenaires. Ainsi, au lieu d'être en contradiction avec la politique soviétique envers les Six, l'amélioration du fonctionnement du CAEM apparaît comme son prolongement, un moyen de plus permettant à l'URSS de réduire le fardeau que représente à ses yeux ses échanges avec les pays européens du CAEM.

Cela posé, il est possible de dégager un certain nombre de conclusions quant à la refonte des relations en cours entre l'URSS et ces pays. Tout d'abord, si ce réaménagement n'obéit pas entièrement au principe de la rentabilité économique, du moins celui-ci a-t-il une large part dans sa détermination. Il préside à la correction des déséquilibres entre l'URSS et ses partenaires, à l'exigence par l'URSS de l'autonomie financière des Six, au désengagement de l'URSS. Il préside aux propositions de multilatéralisation à terme des échanges et des paiements entre membres du CAEM, ce qui ne mènera pas nécessairement à une plus grande intégration entre eux, mais certainement à une meilleure intégration de la région. Enfin, toujours dans le prolongement de la règle économique plus rigoureuse qui leur est imposée, les Six ont obtenu ce à quoi rêvent depuis longtemps leurs populations sinon leurs dirigeants, c'est-à-dire le droit de réorienter leurs économies vers l'Ouest, et singulièrement la CEE. Il est permis, dès lors, de s'interroger sur la place qu'occuperont les Six entre l'économie soviétique revigorée et plus performante que veut Gorbatchev, et la puissante Communauté que promet le marché intégré. La CEE y songe qui, par la voix du président de la Commission des communautés européennes, Jacques Delors, vient de déclarer que « l'Europe économique se fera à plus de douze avec certains des pays de l'Est. »¹⁴

14. *Le Monde*, 21.11.87.

Annexe
Balance commerciale de l'URSS* avec les pays européens du CAEM
(millions de roubles)

	BULGARIE		HONGRIE		POLOGNE		RDA ^a	
	Statistiques		Statistiques		Statistiques		Statistiques	
	soviétiques	bulgares	soviétiques	hongroises	soviétiques	polonaises	soviétiques	allemandes
1975	128,4	132,5	41,7	94,0	41,1	-49,4	337,2	340,0
1976	87,9	107,6	50,5	36,2	265,2	149,5	438,6	388,1
1977	164,1	162,7	106,4	31,2	323,8	271,9	594,9	660,7
1978	147,0	356,0	-33,5	318,9	-150,4	19,9	270,6	474,5
1979	139,0	243,4	327,5	357,7	120,0	-171,5	299,5	10,0
1980	221,3	229,5	225,0	27,0	809,7	707,7	546,8	388,8
1981	677,6	525,3	6,3	-375,7	1 710,5	1 625,1	371,5	385,6
1982	596,5	398,7	-39,2	-498,7	715,9	620,5	643,4	460,4
1983	457,5	255,8	51,0	-535,3	487,6	383,6	202,1	-150,2
1984	505,8	268,8	-116,2	-423,4	763,6	621,5	113,8	-256,3
1985	399,5	94,1	-315,2	-734,1	931,4	828,0	78,2	-226,4
1986	596,5	-54,5	-195,2	-231,3	685,6	1 122,1	752,3	442,9
1975-86	4 122,1	2 719,9	109,1	-1 933,5	6 704,0	6 128,9	4 648,9	2 918,1

Annexe (suite)
Balance commerciale de l'URSS* avec les pays européens du CAEM
(millions de roubles)

	ROUMANIE		TCHÉCOSLOVAQUIE		SIX		
	Statistiques		Statistiques		Statistiques		
	soviétiques	roumaines	soviétiques	tchécoslovaques	soviétiques	six	(1)-(2)
					(1)	(2)	
1975	-121,6	-105,1	127,8	111,1	554,6	523,1	31,5
1976	-59,5	-38,1	97,7	66,7	880,4	710,0	170,4
1977	-18,4	-4,8	243,5	175,9	1 414,3	1 297,6	116,7
1978	-7,7	7,7	-56,6	228,2	169,4	1 405,2	-1 235,8
1979	10,0	-30,2	168,3	235,6	1 064,3	645,0	419,3
1980	-90,9	-112,1	112,2	108,5	1 824,1	1 349,4	474,7
1981	106,0	-21,8	277,5	182,2	3 149,4	2 320,7	828,7
1982	-259,8	-187,5	315,6	271,5	1 972,4	1 064,9	907,5
1983	-25,7	-63,9	451,2	519,1	1 623,7	409,1	1 214,6
1984	48,7	-199,1	566,7	453,0	1 883,4	464,5	1 418,9
1985	-346,1	-503,7	197,6	380,0	945,4	-162,1	1 107,5
1986	408,1	317,5	390,6	480,7	2 637,9	2 077,4	560,5
1975-86	-356,7	-941,1	2 892,1	3 212,5	18 119,3	12 104,8	6 014,5

Source : UN/ECE Common Data Base

Note : a) Depuis 1975, la RDA ne publie plus que la valeur totale de son commerce avec chaque pays partenaire. Ses exportations à destination, et ses importations en provenance, de l'URSS ont donc été calculées à partir des statistiques soviétiques, en rapportant à la valeur totale publiée par la RDA, la part des importations et des exportations dans la valeur totale du commerce de l'URSS avec la RDA.

* Un solde positif signifie un excédent pour l'URSS, et un déficit pour le pays partenaire.